

RESSOURCES URBAINES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
1 bd de l'Ecoute-S'il-Pleut
91000 EVRY-COURCOURONNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

RESSOURCES URBAINES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
1 bd de l'Ecoute-S'il-Pleut
91000 EVRY-COURCOURONNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'organe délibérant,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association RESSOURCES URBAINES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous étions conduits à vérifier l'existence et la correcte évaluation des produits de l'exercice concerné. Nous avons obtenu les éléments probants nous permettant de nous assurer de leur correcte évaluation et de la correcte séparation des exercices.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Evry, le 12 juin 2025
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO IDF AUDIT

Jean-Philippe FERY

Signé par Jean-Philippe Fery
Le 12/06/2025

ID: tx_qrYxAam5LD90

In Extenso
Signature électronique

Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	32 976,59	20 238,50	12 738,09	8 250,87
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	39 083,01	32 888,94	6 194,07	3 674,17
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	31 354,00		31 354,00	30 744,00	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	150,00		150,00	150,00	
TOTAL (I)		103 563,60	53 127,44	50 436,16	42 819,04
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	48 212,16		48 212,16	
	Autres créances	46 901,81		46 901,81	54 141,50
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	355 733,58		355 733,58	217 787,92	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance				
	TOTAL (II)	450 847,55		450 847,55	271 929,42
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		554 411,15	53 127,44	501 283,71	314 748,46
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				150,00	150,00
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	147 710,95	104 158,00
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	113 396,48	43 552,95
	Total des fonds propres (situation nette)	261 107,43	147 710,95
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres	261 107,43	147 710,95
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Autres fonds propres	Total des autres fonds propres		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	29 177,32	12 562,76
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Fonds reportés et dédiés	Total des fonds reportés et dédiés	29 177,32	12 562,76
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	2 295,06	1 110,31
Provisions	Total des provisions	2 295,06	1 110,31
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 938,12	50 333,10
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	54 406,22	58 668,48
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	110 359,56	44 362,86
	Total des dettes	208 703,90	153 364,44
TOTAL PASSIF	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	501 283,71	314 748,46
Résultat de l'exercice exprimé en centimes			
	(1) Dont à moins d'un an	113 396,48	43 552,95
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	208 703,90	153 364,44

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	74 527,40	67 232,40
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	33 339,76	32 616,00
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	583 676,30	497 332,14
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 737,30	19 910,16
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	12 562,76	91 311,49
	Autres produits	749,65	1 029,58
	Total des produits d'exploitation	706 593,17	709 431,77
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	229 723,91	270 618,10
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	4 975,14	11 744,70
	Salaires et traitements	214 928,74	242 999,97
	Charges sociales	92 735,06	105 478,26
	Dotation aux amortissements et dépréciations	10 592,86	15 960,53
	Dotation aux provisions	2 295,06	1 110,31
	Reports en fonds dédiés	29 177,32	12 562,76
	Autres charges	11 602,21	7 109,61
	Total des charges d'exploitation	596 030,30	667 584,24
RESULTAT D'EXPLOITATION		110 562,87	41 847,53

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		110 562,87	41 847,53
PRODUITS FINANCIERS	De participation	2 833,61	2 120,09
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	2 833,61	2 120,09
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		2 833,61	2 120,09
RESULTAT COURANT avant impôts		113 396,48	43 967,62
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		414,67
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		414,67
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(414,67)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		709 426,78	711 551,86
TOTAL DES CHARGES		596 030,30	667 998,91
EXCEDENT ou DEFICIT		113 396,48	43 552,95
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

1) Présentation de l'association

Le CRPVE est devenu RESSOURCES URBAINES depuis le 3 septembre 2021, s'inscrit dans un réseau de politique de la Ville, en France métropolitaine et outre-mer. 19 centres de ressources

L'activité que les RESSOURCES URBAINE (ex- CRPVE construit et met en œuvre répond aux 3 missions détaillées, dans le cadre de référence des centres de ressources, co-construit avec le CGET (désormais ANCT) :

- 1 Accompagner la montée en compétences
- 2 Animer des réseaux d'acteur.rice.s
- 3 Capitaliser et diffuser la connaissance et les retours d'expériences.

Ces 3 missions sont principalement investies par le CRPVE au service des 3 piliers thématiques des contrats de ville :

- 1 Cohésion sociale,
- 2 Renouvellement urbain et cadre de vie,
- 3 Emploi et développement économique

En outre, le cadre de référence offre la liberté aux centres de ressources de compléter leur activité par des missions dites complémentaires.

C'est à ce titre que les RESSOURCES URBAINES (ex- CRPVE propose par exemple d'accompagner les acteurs de la politique de la Ville autour des problématiques liées à la migration et l'intégration des personnes migrantes

2) Règles et Méthodes Comptable

Le Compte de résultat présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **709 427** euros et un total **charges** de **596 030** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **113 396** euros.

Le bilan de l'exercice présente un total de **501 284** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables, définies par les règlements ANC 2018-06 consolidé du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et par le règlement ANC 2014-03, ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Amortissements

Immobilisations non décomposables :

Conformément aux mesures de simplifications, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise ou selon la durée d'usage.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation pour les biens suivants :

Logiciels :	1 ou 3 ans
Matériel de bureau et informatique :	3 ans
Mobilier :	10 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Les valeurs mobilières sont comptabilisées selon la méthode du PEPS.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Effectif

La répartition du personnel au 31 décembre 2024, est la suivante :

Cadre	3
Non cadres	2
Total	5

1) Information sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants (loi du 23/05/2006) :

Les trois plus hauts cadres dirigeants comprennent les cadres dirigeants au sens de l'article L 3111-2 du code du travail ainsi que les dirigeants de droits.

Compte tenu de la présence d'une seule personne ayant éventuellement ce statut, il a été convenu de ne pas communiquer pour des raisons de confidentialité cette information.

2) Contributions volontaires en nature

L'association RESSOURCES URBAINES (ex-CRPVE) bénéficie du concours de ses administrateurs bénévoles et en particulier du président, qui contribuent à la gestion de l'association et de la vie associative. La valorisation financière et comptable de ce concours bénévole est non-significatif pour 2024

Par ailleurs, elle ne dispose pas d'avantages en nature.

3) Provisions IFC (Indemnité de fin de carrière)

Les provisions ont été calculées pour faire face aux échéances des prochaines années, au 31 décembre 2024, leur montant est de 2 295.06 €

4) Honoraires du CAC

Les Honoraires du CAC ont été estimé à 4 638 € / TTC

5) Changement Méthode

Le Centre des RESSOURCES URBAINES, à procédé en 2023, au changement de méthode pour le traitement entre les Fonds Dédies et les Produits Constatés d'avance.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	104 158,00		43 552,95		147 710,95
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau		43 552,95	(43 552,95)		
Excédent ou déficit de l'exercice	43 552,95	(43 552,95)	113 396,48		113 396,48
Situation nette	147 710,95		113 396,48		261 107,43
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	147 710,95		113 396,48		261 107,43

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	37 255,44		12 415,99		16 694,84	32 976,59
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	37 255,44		12 415,99		16 694,84	32 976,59
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	8 760,00					8 760,00
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	25 139,02		5 183,99			30 323,01
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	33 899,02		5 183,99			39 083,01
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	30 744,00		610,00			31 354,00
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	150,00					150,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	30 894,00		610,00			31 504,00
TOTAL		102 048,46		18 209,98		16 694,84	103 563,60

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	29 004,57	7 928,77	16 694,84	20 238,50
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29 004,57	7 928,77	16 694,84	20 238,50
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	8 760,00			8 760,00
	Matériel de bureau, mobilier	21 464,85	2 664,09		24 128,94
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 224,85	2 664,09		32 888,94
TOTAL		59 229,42	10 592,86	16 694,84	53 127,44

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	150,00	150,00	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	48 212,16	48 212,16	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	45 601,81	45 601,81	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	1 300,00	1 300,00	
	Charges constatées d'avance			
TOTAL DES CREANCES		95 263,97	95 263,97	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	43 938,12	43 938,12		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	23 327,99	23 327,99		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	28 466,24	28 466,24		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 611,99	2 611,99		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	110 359,56	110 359,56		
TOTAL DES DETTES		208 703,90	208 703,90		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

Etat exprimé en euros 31/12/2024

Total des Charges à payer		65 521
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		32 866
FOURNISSEURS	32 866	
Dettes fiscales et sociales		32 655
DETTE PROVISIO. POUR CONGES P	16 757	
PERSONNEL - A PAYER	6 571	
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PA	9 327	

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		49 622
Autres créances clients		4 020
CLIENTS, FACTURE A ETABLIR	4 020	
Autres créances		45 602
SUBVENT. A RECEVOIR / CAF 94 + 77	33 500	
SUBVENT A RECEVOIR / 2023	11 552	
ETATS - AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	550	

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	1 110,31	2 295,06	1 110,31	2 295,06
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 110,31	2 295,06	1 110,31	2 295,06
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations {incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		1 110,31	2 295,06	1 110,31	2 295,06
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			2 295,06	1 110,31	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Cf.état Fonds dédiés	12 562,76	12 562,76	29 177,32	29 177,32
TOTAL	12 562,76	12 562,76	29 177,32	29 177,32

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Fonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Conférence CD 91	3 835,68	3 835,68		
PDV 94 - Séminnaire	2 208,01	2 208,01		
Journée AR 77	1 519,07	1 519,07		
Projet EVAL - CE 77	5 000,00	5 000,00		
CE CRETEIL - 2023			8 161,27	8 161,27
ATFPB - Préfecture 77			5 994,08	5 994,08
Projet Accompagnement - PRIF IDF			15 021,97	15 021,97
Totalisation	12 562,76	12 562,76	29 177,32	29 177,32

RESSOURCES URBAINES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
1 bd de l'Ecoute-S'il-Pleut
91000 EVRY-COURCOURONNES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

RESSOURCES URBAINES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
1 bd de l'Ecoute-S'il-Pleut
91000 EVRY-COURCOURONNES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'organe délibérant,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Evry, le 11 juin 2025
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO IDF AUDIT

Jean-Philippe FERY

Signé par Jean-Philippe Fery
Le 12/06/2025

ID: tx_qrYxAam5LD90

In Extenso
Signature électronique

Associé